

La consommation de cannabis explose au mois sacré

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4790 - Dimanche 26 mai 2019 - Prix : 10 DA

Nomination par le chef de l'Etat

Changement à la tête de l'ENTV, l'ANEP, l'ARAV et Sonelgaz

Page 2

A quelques jours des examens de fin d'année

Les élèves éprouvent des difficultés à réviser durant le ramadhan

Page 3

Exit

Theresa May

Par Mohamed Habili

Il a fallu que Theresa May démissionne de son poste de chef du gouvernement pour que tout le monde puisse se rendre compte du véritable rôle qui a été le sien pendant les trois années ayant suivi le référendum de juin 2016 : celui de barrage à la sortie définitive du Royaume-Uni de l'Union européenne. Sans elle, il y a déjà plusieurs mois que cette sortie aurait eu lieu. Dans son discours de démission, pourtant, ce qu'elle a dit regretter pour le restant de ses jours, c'est de ne pas avoir pu mettre en œuvre le Brexit conformément au vote des électeurs. Si son cabinet a connu autant de démissions, plus d'une trentaine de Brexiteurs convaincus, depuis qu'elle a succédé à David Cameron, par qui la crise était arrivée, c'est justement parce qu'à leurs yeux l'objectif qu'elle a suivi réellement n'était pas celui pour lequel elle a été portée à la tête du parti. C'est quelqu'un d'autre qui aurait été choisi pour appliquer sans tergiverser la volonté populaire. Lui serait allé droit au but, il n'aurait pas cherché à négocier une sortie qui n'en serait pas une, ou qui ne le serait qu'à moitié. Pour les Brexiteurs radicaux, comme Boris Johnson, qui pourrait bien la remplacer, elle est le dernier obstacle devant cette sortie. Le fait est que si Theresa May a fini par rendre le tablier, ce n'est pas parce qu'elle n'a pas pu faire sortir son pays de l'UE, mais parce qu'elle a perdu le soutien de son parti. Elle a démissionné parce qu'elle n'a plus le choix, tout simplement.

Suite en page 3

Défection de candidats le jour de clôture des dépôts de candidature

Vers un report des élections présidentielles ?



Techniquement, le report des présidentielles du 4 juillet semble de plus en plus se dessiner même si au niveau du pouvoir on y tient encore, par «respect des dispositions constitutionnelles». A quelques heures seulement de la clôture des dépôts de candidature au Conseil constitutionnel, deux candidats sur les trois dont les noms sont connus, parce que responsables de partis, sur les 77 postulants à cette échéance électorale, ont annoncé leur retrait de la course à la présidentielle. Lire page 2

Ils observeront une nouvelle grève à partir d'aujourd'hui
Les contrôleurs et inspecteurs de commerce défient la justice

Page 3

Cannes/Section «Un certain regard»

Chiara Mastroianni remporte le prix d'interprétation

Page 13

Les principaux indicateurs économiques en régression

Benflis : «Notre économie ne tient plus qu'à un fil»

Le parti Talai El Hourriyet de Ali Benflis, ancien chef de gouvernement a manifesté hier sa «grande préoccupation, que l'impasse politique ait relégué au second plan la détérioration continue de l'économie nationale dont les principaux indicateurs sont en régression». A ce titre, dans une réunion ordinaire tenue au siège national du Parti et présidée par Ali Benflis, le Bureau politique du Parti Talai El Hourriyet, a procédé à l'examen de la situation politique, économique et sociale du pays. Ainsi, au plan économique, Talai El Hourriyet a fait part de sa «grande préoccupation, que l'impasse politique ait relégué au second plan la détérioration continue de l'économie nationale dont les principaux indicateurs sont en régression». Et pour cause, poursuivra le communiqué final du parti de Ali Benflis, «la détérioration des comptes publics, l'hémorragie de ressources qui continue d'impacter les finances publiques, la baisse inquiétante des réserves de change et la facture des importations auront, certainement, des implications négatives sur la croissance et l'emploi au cours des prochains mois et des prochaines années et viendront affaiblir, davantage, notre économie qui ne tient plus qu'à un fil, celui de la planche à billets». Relevait dans ce contexte, «l'incapacité du gouvernement à tenir ses engagements concernant la régulation des marchés et à défendre le pouvoir d'achat du citoyen durant le mois sacré de ramadhan». Sur le volet politique, «l'impasse politique générée par la mise en œuvre exclusive de l'article 102, l'échec consommé de l'élection présidentielle, initialement prévue le 4 juillet, que le peuple a rejetée commande, impérieusement, le recours à la voie politico-constitutionnelle», peut-on lire sur le même document qui prône un dialogue en vue de dégager, dans les meilleurs délais, une solution politique consensuelle. En outre, abordant le mouvement populaire pacifique en marche depuis le 22 février dernier, le Bureau politique de Talai El Hourriyet estimera que «loin de constituer un répit, le ramadhan a donné un nouveau souffle à la Révolution citoyenne». Mettant ainsi «en garde les autorités publiques contre la tentation du recours à la force contre la Révolution populaire qui, malgré toutes les provocations, est demeurée foncièrement pacifique depuis le début des marches».

L. N.

– Défection de candidats le jour de clôture des dépôts de candidature –

Vers un report des élections présidentielles ?

■ Techniquement, le report des présidentielles du 4 juillet semble de plus en plus se dessiner même si au niveau du pouvoir on y tient encore, par «respect des dispositions constitutionnelles». A quelques heures seulement de la clôture des dépôts de candidature au Conseil constitutionnel, deux candidats sur les trois dont les noms sont connus, parce que responsables de partis, sur les 77 postulants à cette échéance électorale, ont annoncé leur retrait de la course à la présidentielle.

Par Lynda Naili

D'abord, c'est Belkacem Sahli, SG de l'Alliance nationale républicaine (ANR) qui a annoncé hier en premier lieu qu'il se retirait de la course à la présidentielle du 4 juillet prochain. La raison est le «manque de conditions adéquates garantissant le succès de ce scrutin», selon l'ANR. Pourtant, certaines sources évoquent «l'échec de Belkacem Sahli à réunir le nombre de signatures requises». Dans un communiqué rendu public hier matin à l'issue d'une réunion de son bureau national, l'ANR explique que cette suspension de sa participation aux présidentielles du 4 juillet sera maintenue «jusqu'à ce que les conditions nécessaires à la réussite de cette importante et décisive échéance électorale, soient réunies». En outre, soulignant que ce gel est aussi justifié par «des considérations populaires, constitutionnelles, juridiques, politiques», le parti de Belkacem Sahli évoque également «le non-achèvement des mécanismes constitutionnels et juridiques devant encadrer ce scrutin essentiellement la Haute instance de l'organisation et de contrôle des élections, l'amendement de la loi portant régime électoral ainsi que l'absence d'un consensus politique chez la majorité des acteurs de la

scène nationale, en l'occurrence les partis politiques, la société civile, les représentants du hiraq». «Ce sont là, écrit la même source, autant d'éléments qui font que ce rendez-vous électoral du 4 juillet sera une opportunité de perdue pour une sortie de crise». Ensuite, quelques heures plus tard, c'était au tour de Abdelaziz Belaïd, président du Front Al-Moustaqbal, de faire part lui aussi de son renoncement au scrutin présidentiel de l'été prochain. Ainsi, avec le retrait de ces deux candidats qui plus ou moins avaient une relative «crédibilité», notamment Abdelaziz Belaïd, à l'heure où nous rédigeons cet article, Tayeb Yennoune, président du Front algérien pour le développement, liberté et équité (FADLE) se retrouve seul président de parti dans cette course qui a de fortes chances de ne pas se tenir, du moins reportée. Ce qui sans nul doute s'inscrira dans la satisfaction des revendications populaires pacifiques qui rejettent en bloc ce scrutin présidentiel tant qu'il sera mené par la même équipe gouvernementale, les mêmes outils et moyens. Pour la protesta populaire, la tenue des élections présidentielles crédibles et démocratiques devrait se tenir «après le départ du système et de ses figures emblématiques». D'ailleurs, les deux derniers vendredis de manifesta-



Ph.D. R.

tions ont été un véritable référendum à ciel ouvert où les Algériens ont exprimé leur refus de ces élections du 4 juillet.

Un report également bien accueilli par les partis et certaines personnalités politiques en raison de l'impossibilité de tenir ces élections dans les temps impartis en l'absence d'un consensus chez l'opposition pour faire émerger un candidat. Impossible également en raison de l'absence des préalables devant garantir la bonne tenue de ces élections mais surtout des élections propres et transparentes. Bien entendu, il s'agit essentiellement de l'Instance libre devant assurer l'organisation et le contrôle de la

présidentielle du 4 juillet. Ce qui d'ailleurs pour Ali Benflis constitue «un facteur aggravant de la crise». De son côté, Ahmed Benbitour, ancien chef du gouvernement, considère qu'il faut une période de transition de 8 à 12 mois pour préparer «les conditions nécessaires» pour des élections présidentielles «transparentes et crédibles». Le MSP, lui, est favorable à un report «de six mois» de l'élection présidentielle du 4 juillet.

Au demeurant, l'annonce officielle de ce report n'est pas à exclure mais qui sortira tout de même du cadre constitutionnel actuel et obligera «les décideurs» à aller vers une période de transition courte. L. N.

Drogue durant le ramadhan

La consommation de cannabis explose au mois sacré

Contrairement aux idées reçues, durant le mois de ramadhan «certains interdits» ne sont pas bannis des habitudes chez une catégorie de citoyens, notamment les jeunes. La consommation de drogue, spécialement le cannabis, explose et le trafic connaît lui aussi un pic. Les récentes saisies que les différents services chargés de la lutte antistupéfiants ont enregistrées à travers le territoire national, renseignent, on ne peut mieux, sur l'ampleur de ce trafic. Ainsi, depuis le début du mois sacré, plusieurs quintaux de drogue ont été récupérés. La consommation est plus intense, il ne se passe pas un jour sans que les services de sécurité ne récupèrent de grosses quantités, soit du haschisch traité ou des psychotropes. Pas plus tard qu'il y a quelques jours, une importante quantité de kif traité s'élevant à 16,5 quintaux a été saisie à Ain Sefra dans la wilaya de Naâma, par un détachement de l'Armée nationale populaire en coordina-

tion avec les garde-frontières et la Gendarmerie nationale. Aussi, plusieurs individus impliqués dans des affaires liées au trafic de drogue, de stupéfiants et de détention d'armes prohibées ont été arrêtés à travers le territoire national par les forces de police récupérant, par là même des quantités de drogue et de psychotropes. L'un des premiers arguments avancés par ceux qui s'adonnent au «roulage de joint», est la dépendance à l'alcool. Ainsi, pour compenser le manque d'alcool, nous explique un adepte de la bonne bouteille qui bascule vers les joints durant le mois sacré «je consomme de la zetta. Un joint par jour, le soir avec les amis. Cela produit un effet d'étourdissement mais ne compense pas réellement l'alcool puisqu'il ne produit pas le même effet». Sur les motifs de ce choix, il rétorque que pour lui un joint revêt un aspect plus halal qu'un verre d'alcool. Histoire de se donner bonne conscience. En effet, ceux qui fument du haschi-

ch durant toute l'année ont plus tendance à en augmenter la consommation durant le ramadhan. Comme en témoigne un accro à la consommation de haschich. «Je fume des joints durant toute l'année, mais pendant le ramadhan ma consommation double. Je ne me contente pas d'un joint, il m'en faut deux ou trois par soirée». «L'alcool durant le ramadhan ? Jamais, c'est péché. Par contre, la zetta, selon ce que j'ai entendu dire est, sous certaines conditions, tolérée par la religion... Tout le monde le sait. Tu peux t'adonner à la consommation de cannabis après la rupture du jeûne sans rien craindre de Dieu !», nous confie un jeune consommateur occasionnel qui a accepté d'apporter son témoignage sous anonymat. A l'instar des marchés de produits alimentaires, la règle de l'offre et de la demande régit celle des stupéfiants, qui souvent connaît également des perturbations en matière d'approvisionnement durant le mois de ramad-

han, conduisant ainsi à la pénurie et donc automatiquement à la flambée des prix. Cette drogue peut afficher des prix sensiblement élevés. «Le kif est beaucoup plus cher durant ce mois, mais c'est légitime», affirme un autre jeune, totalement dépendant de la drogue. Il en arrive à tout justifier. «Nous comprenons très bien pourquoi on nous exige de payer plus cher, c'est la taxe du risque que nous devons aux dealers qui veillent à nous procurer cette marchandise malgré le danger auquel s'expose une grande partie de nos distributeurs en raison de l'accroissement de l'activité des différents services de sécurité durant cette période», essaie d'expliquer notre interlocuteur. Aujourd'hui entre jeunes, fumer un joint est devenu quelque chose de banal et cette banalisation amène beaucoup d'adolescents à le considérer comme un bien de consommation au même titre que le tabac.

Meriem Benchaouia

A quelques jours des examens de fin d'année

Les élèves éprouvent des difficultés à réviser durant le ramadhan

■ Cette année, la période de révision des examens de fin d'année des trois cycles coïncide avec le mois de ramadhan. En effet, il ne reste que quelques jours pour le début des épreuves et la majorité des candidats trouvent beaucoup de difficultés à revoir leurs cours avant l'iftar et même après.

Par Thinhinene Khouchi

Une fois de plus, la période importante de l'avant-examen, soit celle des révisions, coïncide avec le ramadhan. En effet, il ne reste en moyenne que deux semaines avant que les examens de fin d'année commencent. L'examen de la 5^e année primaire est prévu dans quatre jours, à savoir le 29 mai, celui du BEM le 9 juin, soit trois jours après la fin du mois sacré et celui du baccalauréat deux semaines après la fin du mois sacré, à savoir le 16 juin. En ce moment, les élèves s'activent pour réviser tout leur programme scolaire et les cours de soutien s'intensifient. Mais la majorité d'entre eux et leur parents s'accordent à dire que «réviser durant le mois sacré n'est pas chose facile à faire, s'ajoutent à cela le mouvement populaire et l'envie de manifester». En effet, les élèves trouvent beaucoup de difficultés à jeûner et réviser durant la journée ou même après l'iftar. La maman d'un candidat au BEM nous confie : «Durant la journée, mon fils dort car il est trop fatigué et me dit qu'il n'arrive pas à se concentrer en jeûnant. Durant la nuit, après l'iftar, il est tellement rassasié qu'il ne consacre pas assez de temps à ses révisions». Son fils, Akram nous explique : «J'ai trop de leçons à apprendre par cœur. J'essaie de m'organiser pour finir



PH.D.R.

à temps mais avec le jeûne, la canicule, la faiblesse, le manque de sommeil, je n'arrive pas à me concentrer». Même difficulté éprouvée par les candidats au bac de cette année qui disent avoir du mal à consacrer beaucoup de temps aux révisions. Ahlam, candidate au bac option scientifique, nous confie : «J'ai fini de réviser les matières d'arabe, français, anglais, mais il me reste encore à apprendre par cœur l'histoire et la géographie, l'éducation islamique, la philosophie et de réviser encore une fois mes matières essentielles, à savoir les mathématiques,

sciences et physique. Mais je suis tellement épuisée que je n'arrive pas à me concentrer et j'ai tellement de polycopys que je me perd très vite et il ne reste que trois semaines pour le bac». Afin d'aider les candidats aux examens de fin d'année à bien réviser pendant le mois de ramadhan, le ministère de l'Éducation nationale a mis à leur disposition des cours et exercices corrigés sur leur site www.w.w.o.n.e.f.d.e.d.u.d.z et www.ara.cndp-dz.org. Les enseignants, de leur côté, ne cessent de donner des conseils aux élèves. Par exemple : «Il est très

important de fixer un horaire quotidien d'étude, de sommeil, de restauration et de prière nocturne. Cela aidera les étudiants à gérer leur journée de la manière la plus efficace et la plus économique en énergie possible. Par exemple, essayez d'étudier après avoir terminé votre jeûne et de dormir après votre retour de l'école». Ou encore, «ne pas laisser la révision à la dernière minute. Il faut donc réviser au fur et à mesure que l'élève étudie. Sinon, cela revient à construire d'une main et démolir de l'autre», indique un professeur de mathématiques qui nous confie qu'il tente quotidiennement d'apporter des réponses à ses élèves qui semblent dépassés et stressés à l'approche du bac. «Mes élèves sont trop stressés et ont peur de ne pas finir leurs révisions à temps. Je leur dis souvent de faire des pauses quand ils révisent, car travailler pendant des heures sans s'arrêter n'est pas productif et donc d'essayer de prendre une pause de 10-15 minutes après chaque heure d'étude intensive». Ou encore «de manger un repas sain et équilibré en veillant à hydrater leur corps en buvant beaucoup d'eau pendant le f'tour et le s'hour car l'eau les empêchera d'avoir des maux de tête qui peuvent ralentir leur réflexion». Enfin, la majorité des enseignants appellent les parents à soutenir leur enfants en cette période difficile. T. K.

Ils observeront une nouvelle grève à partir d'aujourd'hui

Les contrôleurs et inspecteurs de commerce défient la justice

En dépit de la décision de justice déclarant «illégal» la nouvelle grève des contrôleurs et inspecteurs de commerce prévue à partir d'aujourd'hui et qui se poursuivra durant trois jours, leur syndicat maintient son mouvement de protestation puisque la tutelle «ne montre aucun signe de bonne volonté pour satisfaire leurs revendications». Ainsi, les agents de contrôle engagent un véritable bras de fer avec leur

tutelle. Le ministère de Commerce a appelé, dernièrement, les travailleurs en grève à rejoindre leurs postes de travail, soulignant qu'il «s'engage à satisfaire la majorité des revendications venues au préalable». Le ministère avait également souligné que la «porte du dialogue restera ouverte à tous les partenaires sociaux». Cependant, les agents de contrôle affirment que la tutelle

n'a pas montré une volonté pour prendre en charge leurs revendications. Le syndicat a dénoncé, dans un communiqué rendu public jeudi, des contre-vérités contenues dans la déclaration du ministère de tutelle. Il a révélé qu'aucune revendication des agents de contrôle n'a été prise en charge par la tutelle, tout en précisant que le préavis de grève déposé le 30 avril dernier a été décidé suite à «rejet par le ministère de toutes les revendications socioprofessionnelles des travailleurs». Le syndicat hausse ainsi le ton une nouvelle fois et maintient son mouvement de protestation. Ainsi, les protestataires réclament plus de sécurité et plus de moyens dans l'exercice de leurs missions. Dans la conjoncture actuelle, ils refusent de descendre sur le terrain. Ils exigent une amélioration des conditions de travail et la protection lors de l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, ils demandent à être accompagnés par les éléments des services de sécurité lors de leurs missions. Car ces

derniers, précisent-ils, sont souvent victimes d'insultes de la part des fraudeurs. Leur syndicat promet que le débrayage reprendra à partir du 2 juin et s'étalera sur trois jours si les revendications ne sont pas prises en charge. Dans une déclaration, le SG du syndicat, Ahmed Allali, a précisé que le mouvement de protestation observé au début du mois de mai a été «largement suivi» par les agents de contrôle au niveau des 48 wilayas, y compris les points de contrôle frontaliers. Dans ce sillage, M. Allali a fait savoir que les revendications des employés étaient principalement axées sur le programme élaboré par les deux groupes de travail conjoints, composés de cadres de l'Administration centrale, de représentants de partenaires sociaux (Snapap nationale commerce et Syndicat national des travailleurs du commerce, Sntc). A noter que cette grève a rendu la mission du ministère du Commerce plus difficile voire impossible, concernant l'application des mesures de contrôle

LA QUESTION DU JOUR

Exit Theresa May

Suite de la page une
L a voie est maintenant libre pour les Brexisters. Celui qui a le plus de chance de prendre sa place, Boris Johnson, a déjà annoncé la couleur : lui comme Premier ministre, la Grande-Bretagne quittera l'UE avec ou sans accord. Avec lui, donc, c'est le scénario du pire, tant pour les Britanniques que pour le reste des Européens d'ailleurs, encore que ce soit davantage pour les premiers que pour les seconds, qui semble le plus sûr. Or ce n'est pas parce que l'obstacle May est maintenant levé que tous les autres ont disparu comme par enchantement. Il n'est pas vrai d'ailleurs que la plus grande difficulté du Brexit ait été elle, ou plutôt son désir secret de ne pas rompre totalement avec l'UE. La réalité, c'est que non seulement elle mais tous les Britanniques, électeurs et classe politique confondus, ne se sont aperçus de la véritable implication de la sortie qu'après coup. Personne d'entre eux n'a élevé la voix pour dire aux autres qu'eux les Britanniques étaient au fond les derniers à devoir quitter l'Europe, puisque pour eux seuls les conséquences ne seraient pas seulement économiques mais également politiques. Pas une fois en effet la question irlandaise n'a été évoquée pendant la campagne. Les partisans de la sortie comme ceux du maintien ont fait l'impasse sur elle. Un peu comme s'ils ignoraient qu'il y avait une Irlande coupée en deux au plan politique, l'une indépendante et l'autre non, et que seule l'absence de frontière entre les deux maintenait la paix entre unionistes et séparatistes en Ulster. Or cette question ne s'en trouve pas résolue juste parce que Theresa May a annoncé son départ. Le Brexiter qui la remplacera, quel qu'il soit, Johnson ou un autre, se trouvera lui aussi confronté à ce problème majeur. Lui aussi aura à choisir entre conserver la paix en Irlande du nord, quitte pour cela à maintenir au moins un pied dans l'UE, ou rompre tout lien avec celle-ci, et dans ce cas prendre le risque de faire resurgir ses démons intérieurs.

M. H.

des commerçants et celle des prix de référence sur certains produits agricoles durant ce mois sacré de ramadhan. En faisant fi de ces mesures, les commerçants continuent d'exercer leur diktat habituel sur les prix. Les prix des produits agricoles ont connu des hausses vertigineuses depuis le début de ce mois de carême. Malgré une certaine accalmie après les deux premières semaines, les prix proposés sur les produits restent toujours inaccessibles pour le citoyen lambda, notamment ceux des fruits.

Louiza Ait Ramdane

Nomination par le chef d'Etat

Changement à la tête de l'ENTV, l'ANEP, l'ARAV et Sonelgaz

LE CHEF de l'Etat Abdelkader Bensalah a procédé, samedi, à la nomination de nouveaux responsables à la tête de l'entreprise publique de la télévision (EPTV) (ex-ENTV), de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) et de l'Agence Nationale d'Édition et de la Publicité (ANEP), rapporte la télévision d'Etat. Il s'agit de Salim Rebahi en remplacement de Lotfi Cheriet à la tête de l'ex-ENTV, de Zouina Abderrazak en remplacement de Zouaoui Benhamadi à l'ARAV et de Mounir Hemaïdia à l'ANEP en remplacement de Djazia Djeddou qui assurait l'interim. Par ailleurs, le chef de l'Etat a également procédé à la nomination d'un nouveau président directeur général de Sonelgaz, en la personne de Chaher Boulekhras en remplacement de Mohamed Arkad, passé ministre de l'Énergie, selon la même source. Hamid M.

Arboriculture

Les superficies consacrées aux arbres fruitiers et à la vigne en baisse

■ La wilaya d'Oran a connu, ces dernières années, un recul de ses superficies consacrées à l'arboriculture fruitière et au vignoble, à l'exception de la plantation d'oliviers, selon la direction locale des services agricoles.

Par Hakim N.

Cette baisse des superficies d'arboriculture fruitière, à l'instar des fruits à noyaux et de pépins a été de l'ordre de 433 ha durant la période allant de 2010 à 2018, passant de 3 851 ha à 3 418 ha, a indiqué le chef de service de l'organisation de la production et du soutien technique de la DSA, Benmoussa Djelloul. Selon le même responsable, la culture des agrumes a connu également un recul depuis le début de l'année 2000, passant de 521 ha à 275 ha à la fin de l'année écoulée. Par ailleurs, la viticulture a connu un net recul en matière de superficie durant les huit dernières années, passant de 1 793 ha à seulement 670 ha, soit un écart de plus de 1 120 ha, a-t-il souligné. Il a imputé ce recul des surfaces des arbres fruitiers à plusieurs causes dont principalement à l'absence de pluie et la rareté de l'eau destinée à l'irrigation des cultures, conduisant les agriculteurs à renoncer au renouvellement des superficies des arbres fruitiers à faible rendement ou à procéder tout simplement à l'arrachage des arbres. L'arboriculture fruitière est localisée en majorité dans les communes de Boutlélis, Aïn El Kerma, Misserghine et Bousfer. Toutefois, l'oléiculture



Ph.D. R.

est la seule arboriculture fruitière qui a connu une extension des superficies durant la même période, passant ainsi de 7 993 ha en 2010 à 8 470 ha en 2018, selon le même responsable. Cette extension est due à l'engouement suscité par les agriculteurs pour la plantation des arbres dans de petits périmètres au niveau des 26 communes de la wilaya, outre le fait que ces cultures nécessitent moins d'efforts pour assurer leur maintien et ce, par rapport aux autres espèces d'arbres, a-t-on souligné. A l'inverse, et en dépit de cette baisse dans les superficies des arbres fruitiers, leur production a connu une augmentation significative durant la même période, sachant que la production fruitière à noyaux et pépins et autres, est passée de quelque 52 000 quintaux /par an à près de 110 000 quintaux, durant la saison écoulée, selon la même source. La production viticole,

quant à elle, est passée de 32 926 qx à 40 808 qx tandis que la production oléicole est passée de 68 000 qx à près de 128 000 qx, a-t-on assuré de même source. Cette augmentation dans la production des arbres fruitiers et du vignoble a conduit à l'augmentation du rendement à l'hectare et ce, grâce à l'utilisation de systèmes d'irrigation modernes économisant l'eau, et au suivi phytosanitaire régulier des plantations, a ajouté la même source.

Vers l'extension des superficies de l'arboriculture fruitière

Par ailleurs, les responsables du secteur prévoient pour la filière de l'arboriculture fruitière, une extension de ses superficies notamment à partir de la saison agricole prochaine et ce, grâce aux initiatives conjointes prises par la Direction des services agricoles et de la Chambre de l'agri-

culture de la wilaya. A la faveur de cette orientation, il a été programmé la plantation d'agrumes sur une superficie de 100 ha, dans une première étape, selon le secrétaire général de la Chambre de l'agriculture, Houari Zeddani.

La Chambre de l'agriculture de la wilaya a pris l'initiative de former 136 agriculteurs et leurs enfants dans les techniques de plantation des arbres fruitiers, de même qu'il a procédé à la signature de trois conventions avec l'Ansej, la Cnac et l'Angem pour accompagner ces jeunes formés, dans la matérialisation de leurs projets. Toutefois, la réalisation de cet objectif reste liée à la disponibilité de l'eau pour l'irrigation des vergers, comme le soutient le secrétaire général de la Chambre de l'agriculture qui insiste sur l'impératif, pour cette filière, d'orienter les forages existants près des vergers.

H. N./APS

Protection civile

Dispositif spécial pour sécuriser les examens de fin d'année

Un dispositif spécial a été adopté par les services de la Protection civile pour garantir la sécurité des centres des examens de fin d'année scolaire 2019, et leur bon déroulement, indique un communiqué de cette institution, rendu public samedi. Plusieurs visites de pré-

vention et de sécurité ont été ainsi effectuées, dans ce contexte, par les services techniques de la Protection civile, dans les établissements scolaires et centre d'examen, en prévision de cette échéance. Le but de ces visites de prévention est de «veiller à leur conformité aux

normes de sécurité et de garantir, ainsi, la protection des élèves et du personnel enseignant», précise la même source. Parallèlement à ces des visites, un dispositif opérationnel sera mis en place pour assurer la sécurisation des lieux. Composé de 39 000 agents d'intervention,

tous grades et fonctions confondus, il sera, en outre, doté de 2 197 ambulances et de 1 338 engins d'incendie, dont le déploiement prendra en charge l'ensemble des questions liées à la sécurité des élèves et du personnel d'encadrement.

M. H.

Accidents de la route

14 morts et 27 blessés en 48 heures

Quatorze personnes ont trouvé la mort et 27 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, indique samedi un communiqué

de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Béchar avec 3 personnes décédées et 2 autres blessées suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN 06, commune d'El Ouata,

précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 27 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant des appa-

reils de chauffage et chauffebains à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Annaba, de Médéa, de Constantine, de Mila, d'El Bayadh et de Tébessa.

R. N.

Hirak à Djelfa Iftar collectif après la marche du 14^e vendredi

LA MARCHÉ pacifique du mouvement populaire du 14^e vendredi qui a eu lieu dans la wilaya de Djelfa a été suivie d'un iftar collectif organisé par de nombreux jeunes, notamment les participants à ces mouvements de contestation pacifique, a-t-on constaté sur place. Lancée à travers les réseaux sociaux, cette initiative a réuni près de 100 jeunes et vieux avant l'appel à la prière de maghreb à la place administrative «Mohamed Boudiaf», drapés de l'emblème national et de celui de la Palestine, toujours présent dans les marches populaires. Dans une ambiance de convivialité et de fraternité, des repas d'El Iftar ont été partagés au niveau de l'espace ouvert de la place publique «Mohamed Boudiaf», entre les jeûneurs qui échangeaient entre eux sur divers sujets ayant trait au Hirak et au changement politique que traversent le pays. Il est à noter que durant la semaine en cours, la wilaya de Djelfa avait connu l'organisation d'un iftar collectif différent lorsque les habitants de la cité «100 maisons» ont procédé à un iftar de ramadhan particulier, le premier du genre, à travers l'installation d'une grande tente au milieu de la cité, permettant de partager les valeurs de bon voisinage.

O. N.

Tamanrasset et In Guezzam Deux contrebandiers arrêtés

DEUX contrebandiers ont été arrêtés vendredi à Tamanrasset et In Guezzam, lors d'opérations distinctes effectuées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 24 mai 2019, lors d'opérations distinctes à Tamanrasset et In Guezzam, deux contrebandiers et saisi 1,2 tonne de pâtes, 1 véhicule tout-terrain, 9 marteaux piqueurs et 8 groupes électrogènes», précise-t-on de même source. Dans le même contexte, des garde-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté 66,6 kilogrammes de kif traité à Tlemcen et Aïn Témouchent». Par ailleurs des garde-côtes «ont déjoué, à Annaba, des tentatives d'émigration clandestine de trente-neuf personnes à bord d'embarcations artisanales», ajoute le communiqué.

H. Y.

Croissance en Russie

FMI : des réformes structurelles sont nécessaires pour préserver le rythme

■ Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, à l'issue d'une mission en Russie, que le potentiel de préservation et d'augmentation de la croissance économique en Russie dépendra de la mise en place de réformes structurelles.

Par Dalil G.

«**N**ous estimons que le montant des dépenses publiques consacrées aux infrastructures prévues dans les projets nationaux, combiné à l'impact des réformes de retraites sur l'offre de main-d'œuvre, accroîtra le potentiel de croissance du Produit intérieur brut (PIB) russe de 0,5%», a estimé le FMI dans un rapport relayé par les médias russes.

Soulignant que ces projections dépendront de l'efficacité de la sélection, de la planification et de la mise en œuvre des projets, les experts du FMI ont relevé que le taux de croissance du PIB russe devrait atteindre 1,4% en 2019.

Le FMI a également recommandé au gouvernement russe de ne pas avoir recours au



Ph.D. R. Fonds de la richesse nationale (NWF) même après avoir atteint 7% de croissance du PIB.

«Afin de renforcer la crédibilité de la règle, il est recommandé d'éviter de nouveaux changements dans le Fonds de la richesse nationale, en particulier après un léger assouplissement l'an dernier, afin d'économiser ces ressources pour les générations futures», a souligné le FMI.

Le Fonds de la richesse nationale russe, doté de 63,9 milliards de dollars au mois de mai 2018, a été mis en place en 2004 afin de gérer les excédents budgétaires liés aux recettes des exportations.

Il a été utilisé pour la dernière fois dans le financement d'un plan de sauvetage du secteur bancaire russe.

D. G./APS

Mauritanie

La BM prévoit un taux de croissance de 6,2% entre 2019 et 2021

La Banque mondiale (BM) prévoit en Mauritanie un taux de croissance de 6,2% entre 2019 et 2021, selon un rapport de l'institution financière mondiale. Lors de la présentation à Nouakchott du contenu de ce rapport sur l'économie mauritanienne, les représentants de la banque ont indiqué que la forte reprise du secteur primaire, le renforcement du secteur des services et l'augmentation de la production de fer en 2019 sont des facteurs qui pourraient constituer un levier pour cette croissance attendue. Ils ont, toutefois, souligné que le pays doit continuer à mener une politique prudente de gestion budgétaire afin de réduire la dette publique. Le rapport a ajouté que le taux

de croissance prévu s'accompagnera d'une légère inflation et que la proportion d'excédents budgétaires réduira le volume de la dette publique et le niveau de pression externe, soulignant que ces prévisions sont fondées sur des conditions d'hypothèses commerciales favorables, le développement du projet gazier, l'adoption d'une politique budgétaire prudente et la mise en œuvre par le gouvernement de réformes structurelles. La politique de prudence devait être accompagnée d'infrastructures et d'une protection sociale adéquates, a relevé la BM qui a appelé les autorités mauritaniennes à encourager une politique de change à même de réduire l'impact des influences extérieures,

d'améliorer la concurrence et de continuer à renforcer le cadre réglementaire du secteur bancaire. Les représentants de la banque ont de même appelé la Banque centrale de Mauritanie (BCM) à moderniser le cadre juridique régissant les transactions électroniques, à encourager le recours à l'intermédiation financière et à poursuivre les réformes structurelles en faveur de la croissance globale de l'économie et de sa diversification par le développement du secteur privé. En revanche, la BM a indiqué dans son rapport que le ratio dette publique/PIB est passé de 75,7% en 2017 à 81,9% en 2018, malgré l'amélioration du budget. Le rapport a attribué cette hausse à la reconnaissance

par le gouvernement mauritanien de la dette due à la Banque centrale, qui représentait 8,2% du PIB pour 2018, qualifiant cette reconnaissance d'«encourageante» pour améliorer la transparence. Les auteurs du rapport ont, à cette occasion, formulé trois observations à savoir que le gouvernement mauritanien était en mesure de mener à bien les réformes qui avaient conduit à un excédent financier et l'amélioration en Mauritanie durant ces dernières années de l'indice des affaires. Ils ont, toutefois, estimé nécessaire pour le gouvernement d'initier des réformes encourageantes dans le domaine des affaires pour promouvoir les investissements.

Ali T.

Export

Le Niger s'apprête à exporter son pétrole via un pipeline par le Bénin

Un oléoduc reliant la zone des champs pétroliers d'Agadem (extrême nord-est du Niger), au port de Cotonou (Bénin), va bientôt être construit par le Niger pour l'exportation de son pétrole brut à des fins commerciales, selon des agences de presse. Un accord dans ce sens, avec pour objectif de fixer les conditions générales relatives à

la construction et à l'exploitation du système de transport des hydrocarbures par pipeline à travers les territoires des deux pays, a été adopté vendredi à Niamey par le gouvernement nigérien en Conseil des ministres. En vertu de cet accord, précise le communiqué du gouvernement, «les deux pays s'engagent notamment à utiliser le système de transport

par pipeline des hydrocarbures produits au Niger à partir de la zone contractuelle d'Agadem». Depuis 2011, le Niger est producteur de pétrole à la faveur de la mise en exploitation du gisement d'Agadem. Il dispose aujourd'hui d'une industrie pétrolière complète, produisant un pétrole de haute qualité traité par la Société de raffinage de Zinder

(SORAZ). La production actuelle est de 20 000 barils par jour, pour un besoin national estimé à 7 000 barils. Avec le prochain démarrage de la seconde phase d'exploitation du bloc d'Agadem, grâce à un avenant avantageux au contrat de partage de production adopté en juin dernier, le Niger ambitionne de quintupler sa production journalière actuelle de

brut, pour passer à 110 000 barils d'ici à 2021, et bénéficier ainsi d'importants revenus financiers, annonce-t-on de source officielle. Aussi, pour la distribution du pétrole brut via certains ports de la sous-région, le gouvernement a envisagé la construction prochaine de pipelines.

L. O.

Brésil

Le ministre de l'Economie menace de démissionner si sa réforme des retraites échoue

Le ministre brésilien de l'Economie, Paulo Guedes, a menacé dans un entretien paru vendredi de démissionner et de quitter le pays si son projet de réforme du système des retraites aboutit à une «réformette». L'économiste ultralibéral, poids lourd du gouvernement de Jair Bolsonaro, a déclaré au magazine «Veja» que si son projet était trop édulcoré par le Congrès, il «prendrait un avion et irait vivre à l'étranger». La réforme du système des

retraites portée par Paulo Guedes se heurte à la résistance de la population et des parlementaires, poussés par leurs bases électorales à promouvoir une réforme plus «douce». «Je ne suis pas irresponsable, ce n'est pas que si la réforme n'est pas approuvée, je pars le lendemain (...) Mais je peux parfaitement dire : "Ecoutez, j'ai fait ce que j'avais à faire, je ne suis pas prêt à rester"», a déclaré le ministre. «Si nous ne faisons pas la réforme, le Brésil va être à

feu et à sang. L'ancien système de pensions a fait faillite. Nous n'avons pas d'argent pour payer les fonctionnaires. Ce sera le chaos dans le secteur public (...). La réforme est urgente, car les marchés n'attendront pas longtemps», a-t-il poursuivi. La réforme du système de retraites au Brésil est considérée comme un test pour la crédibilité politique de Jair Bolsonaro et la mise en œuvre d'autres réformes économiques. Le président d'extrême droite a

répondu vendredi que «personne n'est obligé de continuer» en tant que ministre dans son gouvernement, mais il a apporté son soutien à M. Guedes. «C'est vrai, je suis d'accord avec lui, (ce sera une catastrophe) si nous n'approuvons pas une réforme très proche de celle que nous avons envoyée au Congrès», a déclaré le président, cité par la presse lors d'un déplacement dans le nord-est du pays. «Paulo Guedes n'est pas un voyant et personne n'a

besoin d'être un voyant pour comprendre que le Brésil sera plongé dans le chaos économique sans l'approbation de cette réforme», a ajouté le chef de l'Etat. Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré vendredi que la réforme des retraites était une «étape cruciale» pour l'économie brésilienne, mais a averti que des mesures supplémentaires étaient nécessaires pour réduire le fardeau de la dette publique qui atteint 88% du PIB.

R. E.

Souk Ahras

Nouvelles structures touristiques pour augmenter la capacité d'accueil

■ La capacité d'accueil dans la wilaya de Souk Ahras passera bientôt de 246 lits à 491 lits à la faveur de la réception de plusieurs nouvelles structures touristiques, en cours d'achèvement, à travers différentes localités de la wilaya, a-t-on appris de la direction du tourisme et de l'artisanat.

Par Anissa H.

« Les travaux de réhabilitation de la station thermique d'Ouled Driss (44 lits) de deux hôtels à Sedrata d'une capacité globale de 108 lits, deux autres hôtels à Oued Kbarit (40 lits) et deux structures similaires à Machrouha (38 lits) avancent à un rythme accéléré », a fait savoir la même source. En plus de deux projets touristiques d'envergure en matière de capacité d'accueil à Souk Ahras, vingt autres projets de réalisation d'établissements hôteliers, dont les propriétaires ont obtenu récemment les contrats de concession, ont été validés, a ajouté la source. Outre la création de postes d'emploi, la réception de ces projets permettra de remédier au grand déficit en matière d'infrastructures hôtelières, d'augmenter la capacité d'accueil et de renforcer les structures touristiques dans cette wilaya frontalière, a-t-on souligné de même source,

notant la région de Souk Ahras attire de plus de plus les investisseurs, « d'où l'importance de promouvoir le secteur hôtelier et les autres services qui s'y rattachent ». L'année 2018 a été marquée par la mise en service d'un hôtel trois étoiles au chef lieu de la wilaya, d'une capacité de 80 lits, doté d'une salle de conférences, d'une piscine et d'un parking, a rappelé la même source, assurant que cette infrastructure hôtelière a été construite selon

les normes arrêtées par le schéma directeur d'aménagement touristique «SDAT 2030». L'investissement touristique dans la wilaya de Souk Ahras accuse un grand retard dans la concrétisation des projets en raison «des lenteurs administratives», a signalé la même source.

A. H. / APS



Rentrée scolaire à Boumerdès

De nombreux établissements attendus à la mise en service

De nombreuses structures éducatives et de services sont attendues à la mise en service durant la prochaine rentrée scolaire 2019/2020 à Boumerdès, au titre des efforts d'amélioration des conditions de scolarité des élèves de la wilaya, et de la réduction du taux d'occupation des classes, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur éducatif. Il

s'agit, a indiqué le directeur local de l'éducation, Nadhir Khennous, dans un point de presse consacré aux examens de fin d'année, de la réception programmée de deux lycées respectivement à Ouled Aïssa et Timezrit, et deux CEM à Si Mustapha et Thénia, outre une cantine scolaire, une salle de sports, et des internats. Il a aussi fait part de l'ouverture attendue, à la même rentrée sco-

laire, de 10 blocs scolaires dans le cycle primaire, sur un total de 14 établissements actuellement en réalisation, englobant chacun entre 9 à 12 classes. A cela s'ajoutent six classes éducatives prévues à la mise en exploitation aux Issers et six autres à Boumerdes. Par ailleurs, près de 11 810 candidats à l'examen du baccalauréat sont enregistrés à Boumerdès, pour cette session

2019, dont 8 168 scolarisés, et 3 642 candidats libres, selon les mêmes informations fournies par le même responsable. Quelque 14 677 autres candidats ont été inscrits pour l'examen du BEM (Brevet d'enseignement moyen), dont 14 212 scolarisés et 565 libres, contre 22 162 autres candidats à l'examen de fin de cycle primaire. La wilaya a, en outre, enregistré 639 candidats au bac pour l'examen de langue Tamazight (dont 517 scolarisés et 112 libres), avec une baisse de 38 candidats, comparativement à l'année dernière. Dans le cycle moyen, ils sont 1 028 candidats au BEM à se présenter pour l'examen de tamazight, soit en hausse de 92 élèves, comparativement à la session 2018. S'agissant des personnes aux besoins spécifiques, ils sont quatre candidats à se présenter au Bac, 12 pour le BEM et 14 pour l'examen de fin de cycle primaire.

Nabila T.

A. O.

Khenchela

Distribution «en octobre prochain» de 600 logements publics locatifs

Un quota de 600 logements de type public locatif (LPL) réalisés au lieudit route de Baghai au chef-lieu de la wilaya de Khenchela, seront distribués «durant le mois d'octobre prochain», a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Faisant partie d'un projet de réalisation de 2 000 LPL, ce premier quota de 600 unités est en voie de parachèvement et devrait être distribué à ses bénéficiaires octobre prochain, une fois que l'Office de gestion et de promotion immobilière

(OPGI) aura finalisé les procédures administratives inhérentes à cette opération, selon la même source. Les services de la wilaya ont par ailleurs fait savoir que la daïra de Khenchela a entamé l'examen des dossiers de demandes de logements de ces 13 dernières années afin de procéder «dans les plus brefs délais» à l'affichage de la liste des bénéficiaires des logements restants de ce projet ayant atteint un taux d'avancement de travaux de 80%. A ce propos, le chef de l'exé-

cutif local, Kamel Nouicer, a donné des instructions aux responsables concernés pour revoir l'ordre de priorité de ces dossiers selon «la date de leur dépôt et les conditions de logement actuelles du demandeur», a-t-on noté. Pour rappel, les bénéficiaires du projet de réalisation de 2 000 LPL à la route de Baghai avaient organisé par le passé de nombreux mouvements de protestation pour dénoncer la lenteur des travaux.

A. O.

Mostaganem

1 800 km de fibre optique pour raccorder des administrations à des entreprises économiques

Un réseau de 1 800 kilomètres de fibre optique a été réalisé ces dernières années dans la wilaya de Mostaganem, pour raccorder plusieurs administrations publiques aux entreprises économiques, a-t-on appris de la direction de wilaya de «Algérie Télécom». Ces projets ont permis dernièrement de raccorder plus de 70 bureaux de poste aux services du réseau de haute qualité et débit rapide assurant à l'entreprise «Algérie Poste» de fournir des prestations de qualité et sans coupure. Il a été procédé au raccordement de 32 collectivités locales et leurs annexes et édifices juridiques de ce réseau pour la modernisation des services administratifs et le rapprochement des administra-

tions des citoyens. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme visant à développer le réseau de communications au niveau de la wilaya de Mostaganem et à améliorer les services fournis par les administrations et les entreprises économiques afin d'éviter les interrup-

tions et les pannes téléphoniques et Internet, ainsi que les fonctionnalités offertes par le réseau de fibre optique au niveau de qualité ou de haut débit ou non affecté par des facteurs externes ou des vols ou infraction et autres, selon la même source. Dans ce contexte,

124 stations MSAN ont été équipées en service (téléphonie, internet, télévision...) depuis 2011 avec la mise en place de 52 stations de 4G depuis 2004, le raccordement de trois cités au réseau du téléphone avec la technique des fibres optiques jusqu'à domicile FTTH depuis

2018. Ces projets ont permis d'augmenter le nombre d'abonnés en service de téléphone fixe dans la wilaya de Mostaganem à 55 800 abonnés, celui des clients de 4G et du réseau internet à 73 500 abonnés.

APS

Oran

Distribution de près 18 000 logements du programme RHP depuis 2007

Le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, a annoncé que près 18 000 logements ont été distribués dans la commune d'Oran depuis 2007 au titre du programme de résorption de l'habitat précaire. Le même responsable a souligné, lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya à l'occasion du lancement du travail de la commission chargée des enquêtes

sociales en matière de l'habitat social de la commune d'Oran, que 17 925 logements ont été distribués dans la commune au titre du RHP depuis 2007 à ce jour. Dans ce cadre, il a précisé que 90 000 personnes ont été relogées durant cette même période dans des habitations décentes. Les bénéficiaires résidaient auparavant dans les secteurs urbains

de Sidi Houari, Hai Badr, El Hamri, Mediouni et autres. La dernière opération de relogement remonte au mois de mai en cours. Quelque 180 familles vivant dans des habitations précaires du secteur urbain El Mokrani ont été relogées au pôle urbain de Belgaïd, dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran).

R. R.

Libye

Khalifa Haftar loue les services d'une firme de lobbying américaine

■ L'armée dirigée par Khalifa Haftar en Libye vient de parapher un contrat de deux millions de dollars avec une firme de lobbying américaine, Linden Government Solutions, pour renforcer sa position auprès de l'administration américaine.

Par Farid M.

Le contrat passé avec cette firme, basée à Houston (Texas), s'étend sur treize mois jusqu'au 16 juin 2020, selon le document consulté par l'APS sur le site du département de la Justice américain. Aux termes de ce contrat, Linden Government Solutions s'engage à assister cette armée dirigée par Haftar dans la planification des réunions avec les représentants de la communauté d'affaires aux Etats-Unis, ainsi qu'avec le gouvernement américain et les ONG en lui assurant également des services en conseil stratégique. Depuis l'assaut de Khalifa Haftar sur Tripoli, son armée et le gouvernement d'union nationale (GNA) se sont engagés dans une guerre de lobbying à Washington. Début mai le GNA a signé un contrat annuel de deux millions de dollars avec une autre firme américaine, Mercury Public Affairs, pour faire pression sur le Congrès et l'administration Trump après l'appui manifesté par la Maison-Blanche à Khalifa Haftar. Le GNA trouvera certainement une oreille attentive auprès du Congrès où des élus démocrates et républicains ont fait part de leur préoccupation face à l'offensive lancée par Khalifa Haftar contre Tripoli. Courtisé par les firmes de lobbying à Washington, le GNA n'a opté pour aucune d'entre elles depuis qu'il a mis fin en 2016 au contrat le liant à Alexandria Group. Faiz al-Serraj envisageait, alors, de nommer un envoyé spécial pour les Etats-Unis. Selon des analystes à Washington, ce contrat coûteux est le signe que le GNA est profondément préoccupé par le rapprochement entre Haftar et la Maison Blanche. Le président Trump aurait donné son feu vert à Haftar pour prendre Tripoli, marquant un tournant décisif dans la position des Etats-Unis à l'égard de la crise en Libye. Trump et son

conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, ont eu deux entretiens téléphoniques avec Haftar en avril, qui auraient donné l'impression à ce dernier d'avoir reçu le feu vert de la Maison-Blanche pour poursuivre son offensive militaire sur Tripoli. L'entretien téléphonique avec Trump est intervenu six jours après la visite du président égyptien, Abdel Fattah El-Sissi à Washington. Ce dernier a demandé à son homologue américain d'apporter le soutien des Etats-Unis à Khalifa Haftar. L'offensive lancée depuis le 4 avril dernier par Haftar sur Tripoli et contre le GNA a fait plus de 510 morts et 2 467 blessés, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Les politiques migratoires de l'UE «aggravent» la crise humanitaire

Dix ONG internationales intervenant en Libye exhortent l'Union européenne et ses Etats membres à «revoir en urgence» leurs politiques migratoires, estimant que celles-ci «aggravent» la crise humanitaire et les droits de l'Homme en Libye. «La communauté humanitaire est témoin chaque jour de la souffrance des migrants et réfugiés en Libye, où ils sont de plus en plus exposés à des risques immédiats alors que la violence continue de



déstabiliser le pays», indiquent dans un communiqué commun les membres du Forum des ONG internationales pour la Libye. Parmi les signataires du communiqué figurent notamment Première Urgence Internationale, Danish Refugee Council, International Rescue Committee, Mercy Corps ou Terre des Hommes. «Les politiques migratoires de l'UE et de ses Etats membres, notamment le soutien aux gardes-côtes libyens, contribuent indirectement au renvoi des migrants et réfugiés qui risquent leurs vies durant leur traversée de la Méditerranée, ils finissent alors détenus (...) avec des chances

quasi nulles d'exercer leur droit de demander l'asile ou d'accéder à une protection internationale», dénoncent ces ONG. «Les migrants et réfugiés, y compris les femmes et les enfants, sont sujets à des détentions arbitraires et illimitées en Libye et leurs conditions de détention sont abominables», témoignent ces ONG. «Le manque d'accès à de l'eau potable, de la nourriture et des services médicaux ne cesse d'augmenter». «Des vies sont en danger» en Libye, selon ces ONG, qui estiment que «les politiques européennes contribuent à l'aggravation de la crise humanitaire et des droits de l'Homme en Libye en facilitant

indirectement le retour des migrants et réfugiés en détention». «Les interventions humanitaires ne peuvent être utilisées pour légitimer le renvoi et le roulement vers la Libye», martèlent-elles. Le Forum appelle «les citoyens européens et la société civile à faire entendre leurs voix» sur ce sujet. Il presse aussi l'UE et ses Etats européens de donner la priorité à «des politiques qui protègent les vies et la dignité des réfugiés et des migrants» et de «permettre l'évacuation humanitaire d'urgence de ceux détenus dans des centres de détention vers des espaces sûrs hors de Libye».

F. M./APS

Tunisie

Ennahdha appelle l'ISIE à prolonger la période des inscriptions sur le registre électoral

Le mouvement tunisien «Ennahdha» a de nouveau appelé l'instance électorale à examiner la possibilité de prolonger la période d'inscription afin de remédier aux lacunes observées à l'étranger et permettre à un plus grand nombre de Tunisiens de participer aux prochaines échéances électorales.

Dans une déclaration publiée à l'issue de la réunion de son bureau exécutif, Ennahdha estime que «parvenir à mobiliser plus d'un million de nouveaux inscrits lors de la campagne d'inscription pour les législatives et présidentielle de 2019, vient conforter le processus démocratique, en renforcer la crédibilité

et encourager les politiques à concevoir des programmes répondant aux attentes des électeurs». Sur un autre plan, le parti s'est dit prêt à adhérer à toute initiative (code de conduite ou autre) devant garantir la concurrence loyale, transparente et responsable, consolider le pluralisme et la diversité et promouvoir

le niveau des campagnes électorales loin du populisme et sans recours à des moyens illégaux. Dans sa déclaration, Ennahdha met en garde contre les tentatives de certaines parties étrangères d'intervenir dans les affaires internes de la Tunisie, en allusion à la suppression, par la direction de certains réseaux sociaux, de dizaines de comptes et de pages financés par des sociétés étrangères pour influencer sur le processus électoral et déstabiliser la scène politique nationale.

Ennahdha a exhorté également tous les Tunisiens à redoubler de vigilance pour faire avorter «ces tentatives douteuses». Le bureau exécutif d'Ennahdha a, par ailleurs, examiné la situation générale du pays et l'actualité politique et sociale des dernières semaines. La préparation des listes du parti pour les prochaines élections législatives et l'ordre du jour de la troisième conférence annuelle ont été au programme de la réunion du bureau exécutif.

RFI

Amel O.

Présidentielle en Mauritanie

Biram Dah Abeid inquiet de l'absence d'observateurs étrangers

Mauritanie, le militant anti esclavagiste, candidat à la présidentielle du 22 juin, Biram Dah Abeid, a rencontré ce jeudi durant trois heures les ambassadeurs de l'Union européenne à Nouakchott. Une rencontre consacrée aux mesures de transparence qui doivent entourer l'organisation de cette élection et le rôle que l'Union européenne pourra jouer en envoyant des observateurs. Mais grosse déception, Biram Dah Abeid a appris des diplomates le refus des autorités mauritaniennes d'accueillir des observateurs étrangers. L'Union européenne souhaitait déployer des observateurs en grand nombre sur le ter-

ritoire mauritanien pour scruter le déroulement des opérations de vote. Mais les autorités ont uniquement accepté à Nouakchott la présence de deux experts pour donner un avis technique après les élections. Biram Dah Abeid a révélé l'information après sa réunion avec les diplomates européens : «Le refus des autorités mauritaniennes d'accepter les observateurs est un très mauvais signe. Cela corrobore nos inquiétudes sur la mauvaise foi des autorités et leur intention encore de faire un coup d'Etat électoral contre le peuple mauritanien». Dah Abeid, député et candidat anti-esclavagiste de la coalition IRA-Sawab,

appelle à la tenue d'élections crédibles pour l'intérêt du peuple mauritanien : «Je lance un appel pour que les autorités se ressaisissent à temps et pour qu'elles rectifient, que la Céni [Commission électorale nationale indépendante] rectifie aussi la configuration des bureaux de vote et revoir la constitution des bureaux de vote de leur directeur, de manière à ce que l'impartialité soit de rigueur». Selon le porte-parole du gouvernement, les conditions sont réunies pour des élections libres et transparentes et la Mauritanie n'a pas besoin d'observateurs étrangers.



Tensions avec l'Iran

Washington déploie 1 500 soldats de plus au Moyen-Orient

■ Les États-Unis ont annoncé vendredi le déploiement de 1 500 soldats supplémentaires au Moyen-Orient, invoquant des «menaces persistantes» contre les forces américaines émanant du «plus haut niveau» du gouvernement iranien qui a dénoncé cette «menace» pour la paix internationale.

«**N**ous allons envoyer un nombre relativement faible de troupes, pour la plupart préventives, et certaines personnes très talentueuses se rendent au Moyen-Orient en ce moment», a déclaré Donald Trump depuis la Maison-Blanche. «Ce sera environ 1 500 personnes», a précisé le président américain avant de s'envoler vers le Japon. «L'accroissement de la présence américaine dans notre région est très dangereux et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales à laquelle il faut faire face», a réagi le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif. Les renforts américains sont destinés à «améliorer la protection et la sécurité des forces américaines, compte tenu de menaces persistantes de la part de l'Iran, y compris des Gardiens de la Révolution et de leurs soutiens», a indiqué le chef du Pentagone, Patrick Shanahan, dans un communi-

qué. «Ceci est une réponse prudente à des menaces crédibles de la part de l'Iran». Parallèlement, l'administration Trump a également informé vendredi le Congrès de nouvelles ventes d'armes à l'Arabie saoudite, grand ennemi régional de l'Iran, et aux Emirats arabes unis, en invoquant la menace iranienne pour contourner la possibilité dont disposent les parlementaires de bloquer ce type de contrat. Le déploiement décidé par Washington inclut un bataillon de 600 hommes en charge de quatre batteries anti-missiles Patriot qui se trouvaient déjà dans la région mais devaient être redéployés ailleurs. Leur maintien dans la région, pour une durée indéterminée et sur des bases qui n'ont pas été identifiées, porte à 900 hommes seulement les renforts envoyés dans la région, a précisé à la presse l'amiral Michael Gilday, un responsable de l'état-major américain. Des appareils

de reconnaissance et de surveillance et un escadron de 12 avions de chasse renforcera le dispositif. La secrétaire adjointe en charge de la sécurité internationale du Pentagone, Katie Wheelbarger, a précisé que ce déploiement supplémentaire ne concernait ni la Syrie ni l'Irak, où Washington poursuit ses opérations contre le groupe État islamique (EI). Le commandement central américain (Centcom), en charge du Moyen-Orient et d'une partie de l'Asie centrale dispose de 70 000 militaires, dont 14 000 sont déployés en Afghanistan, 5 200 en Irak et moins de 2 000 en Syrie. Les effectifs supplémentaires seront envoyés sur les bases dont les États-Unis disposent au Moyen-Orient, mais pas sur les zones de conflit. L'amiral Gilday a affirmé que les attaques contre plusieurs pétroliers au large du port de Fujairah (Emirats arabes unis) avaient été dirigées par le gouvernement iranien. Il a aussi accusé le corps des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime iranien, d'avoir «tenté de déployer des boutres modifiés capables de lancer des missiles de croisière» dans le Golfe et d'être responsable d'un tir de



roquette la Zone Verte à Bagdad, qui accueille l'ambassade américaine. «Nous sommes tout à fait convaincus que ceci provient de la direction iranienne au plus haut niveau, et toutes les attaques que j'ai mentionnées ont été attribuées à l'Iran, par le biais des milices pro-iraniennes ou de leurs propres forces», a-t-il déclaré. Il a mentionné des «informations multiples et crédibles selon lesquelles des

milices pro-iraniennes ont l'intention d'attaquer des militaires américains au Moyen-Orient». Le Pentagone a assuré que le renforcement de la présence militaire américaine au Moyen-Orient était purement défensif. «Avec ce déploiement très mesuré et par le biais de notre discours public, nous tentons de souligner que nous ne cherchons pas à déclencher des hostilités avec l'Iran», a dit l'amiral Gilday. **Rosa C.**



Impuissance Projections

Par Fouzia Mahmoudi

La France vote aujourd'hui pour élire ses représentants au Parlement européen. Et si ce vote concerne les instances européennes, il est surtout devenu le symbole de la guerre que se livrent le Rassemblement national de Marine Le Pen et La République en Marche d'Emmanuel Macron. C'est en effet le premier test électoral pour le chef de l'État français depuis les législatives de 2017, mais aussi le premier rendez-vous dans les urnes consécutif à la crise des «gilets jaunes» et aux annonces de l'Élysée pour tenter d'en sortir. A la veille du scrutin, entre 45% et 48% des intentions de vote se concentrent sur les deux listes RN et LREM. Et l'élection devrait être à nouveau marquée par une forte abstention, malgré un sursaut de mobilisation ces derniers jours. Avec un record de 34 listes en lice, 47 millions de Français sont appelés à voter pour élire 79 eurodéputés, dont cinq devront attendre la sortie éventuelle du Royaume-Uni de l'Union européenne pour prendre leurs fonctions. Le RN est en tête devant LREM dans l'ensemble des derniers sondages. Mais l'écart, de 0,5 à 2,5 points en sa faveur reste limité. Avec 23% à 25% d'intentions de vote, il se rapproche du score réalisé en 2014 par le Front national, alors arrivé en tête avec près de 25% des voix. «Les fermentations du succès du FN en 2014 sont là : mobilisation de l'électorat de Marine Le Pen de la présidentielle 2017, une certitude de choix élevée chez les électeurs RN et la nationalisation du scrutin qui permet d'installer le vote RN comme le vote "anti-Macron"», analyse Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. Macron n'a cessé de dramatiser l'enjeu du scrutin et s'est investi dans la fin de campagne, pour un résultat incertain. «Il peut y avoir à gauche un réflexe potentiel de vote utile. Ok, Emmanuel Macron a déçu, mais il y a Marine Le Pen en face», estime Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof (Sciences Po). «La stratégie de Macron de s'exposer peut avoir un effet boomerang terrible : les gens vont être tentés d'exprimer leur détestation de Macron», estime pour sa part Jérôme Sainte-Marie, président de Pollingvox. Un succès du Rassemblement national serait perçu comme un désaveu pour le chef de l'État. Ces derniers jours, une partie de la majorité semble avoir commencé à s'y préparer. Un score de la majorité présidentielle «proche» de celui de Macron au premier tour de la présidentielle 2017 (24%) serait déjà un «exploit politique», a fait valoir le ministre de l'Économie Bruno Le Maire. Mais les sondages ne restent que des projections qui peuvent être largement démentis par les scores réels atteints à la suite du scrutin. Reste à savoir si les «gilets jaunes» qui ne sont, selon les médias, que peu mobilisés désormais, influenceront sur les résultats d'aujourd'hui en votant massivement pour les opposants, quels qu'ils soient, de Macron. **F. M.**

Attentat en France

La traque se poursuit pour retrouver l'auteur de l'attaque au colis piégé

Les autorités mettaient hier «tous les moyens en œuvre» pour retrouver la trace du principal suspect de l'attaque au colis piégé qui a fait 13 blessés légers vendredi à Lyon, un trentenaire dont les motivations demeuraient toujours inconnues à la veille de la tenue des élections européennes en métropole. «Tous les moyens sont actuellement mis en œuvre pour parvenir rapidement à l'identification et à l'interpellation de l'auteur des faits», a annoncé hier à Lyon le procureur de la République de Paris, Rémy Heitz, en charge de l'enquête. Cette attaque perpétrée devant une boulangerie de la rue Victor Hugo, une artère commerçante située au cœur de Lyon, près de la place Bellecour, n'a «donné lieu à aucune revendication», a-t-il ajouté devant la presse peu après midi. D'après un dernier bilan, 13 personnes – neuf femmes dont une enfant de dix ans et quatre hommes – ont été touchées par l'explosion, 11 ayant été hospitalisées. Certaines victimes «doivent subir une intervention chirurgicale, afin d'extraire des éclats», selon le procureur. «Plusieurs dizaines de témoignages sont en cours d'exploitation», a-t-il ajouté, indiquant qu'un premier appel à témoins lancé hier soir» serait suivi de la

diffusion prochaine «de nouvelles photographies de l'individu». La section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert «une enquête de flagrance des chefs de tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste et d'association de malfaiteurs criminelle». Toutefois, la garde des Sceaux Nicole Belloubet a souligné vendredi soir qu'il était «trop tôt» pour évoquer «un acte terroriste». M. Heitz a détaillé quelques éléments sur l'apparence du suspect, vêtu au moment des faits d'un «bermuda vert clair», d'une «chemise vert foncé aux manches relevées», de «chaussures noires» et portait un «sac à dos noir». «Son visage était en partie dissimulé par une casquette kaki et une paire de lunettes de soleil». Selon une source proche de l'enquête, il est âgé d'une trentaine d'années. Grâce à la vidéosurveillance de la ville, le parcours du fugitif pu être suivi à partir de 17h19, lorsqu'il circulait à vélo sur le quai Claude Bernard bordant le 7^e arrondissement de Lyon, et jusqu'à l'explosion survenue à 17h28 après que l'individu eut abandonné un «sac en papier kraft» avant de traverser à nouveau le Rhône et quitter la «presqu'île» lyonnaise par le même itinéraire, a encore expliqué le pro-

cureur. Sur les lieux de l'explosion, ont été retrouvées au sol «des vis de 2 cm, des billes de métal, sept piles de type LR6, un circuit imprimé un dispositif de déclenchement à distance (...) et des morceaux de plastique blancs pouvant être des résidus de l'engin explosif», a enfin révélé M. Heitz. Le maire du 2^e arrondissement, Denis Broliquier, a précisé que la charge était relativement peu importante. Une source administrative locale a confirmé hier à l'AFP que le colis contenait une «charge explosive relativement faible» et avait été «déclenché à distance». De retour d'un voyage au Japon, le maire de Lyon et ancien ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a confié à l'AFP son «émotion» et sa «surprise parce que Lyon est plutôt une ville calme». Hier midi, le préfet du Rhône, Pascal Mailhos, a annoncé «renforcer les mesures de sécurité» à Lyon où «plusieurs rassemblements» étaient annoncés hier, notamment par les «gilets jaunes» et les militants pro-climat. Sur les lieux de l'explosion, le périmètre de sécurité était levé et l'ambiance y était celle d'un hier ordinaire. Seuls quelques curieux et journalistes demeuraient postés devant la façade visée par l'attaque.

Cannes/Section «Un certain regard»

Chiara Mastroianni remporte le prix d'interprétation

■ Chiara Mastroianni a remporté vendredi le prix d'interprétation dans la section «Un certain regard» à Cannes, lors d'une cérémonie qui a couronné le Brésilien Karim Aïnouz de la plus haute distinction pour «La vie invisible de Euridice Gusmao».

Par Adéla S.

«**J'** ai jamais gagné de prix, alors merci. Je partage ce prix avec les autres acteurs : Vincent Lacoste, Camille Cottin et Benjamin Biolay. Si je n'avais eu ces partenaires, je ne serais pas ici», a déclaré d'une voix tremblante l'actrice de «Chambre 212» de Christophe Honoré. «Je voudrais offrir ce prix à Christophe Honoré», a ajouté l'actrice. Dans ce film, elle incarne Maria, une épouse infidèle qui après vingt ans de mariage, quitte le domicile conjugal à l'issue d'une dispute avec son mari (Benjamin Biolay, son ex-mari à la ville) pour passer la nuit à l'hôtel. Alors qu'elle tente de faire le point, plusieurs personnes de sa vie passée entrent en scène. Le prix Un certain regard, plus haute récompense de cette section parallèle, a été attribué au Brésilien Karim Aïnouz pour «La vie invisible de Euridice Gusmao». «Je dédie ce film à toutes les femmes du monde et à mes actrices», a-t-il déclaré en recevant sa récompense. «La vie invisible de Euridice Gusmao» est une évocation du machisme à travers le destin de deux sœurs qui ne peuvent pas vivre leurs rêves, à cause du poids de la société brésilienne dans les années 50. Deux

films espagnols ont par ailleurs été distingués : «Viendra le feu» d'Olivier Laxe (prix du jury) et «Liberté» d'Albert Serra (prix spécial du jury). Le prix de la mise en scène a récompensé le Russe Kantemir Balagov, 27 ans, pour «Beanpole» («Une grande fille»), son deuxième long métrage après le remarqué «Tesnota». Le coup de cœur du jury a été attribué ex æquo à «La femme de mon frère» de la Québécoise Monia Chokri, actrice vue chez Xavier Dolan, et «The Climb» de l'Américain Michael Covino. Le Français Bruno Dumont a bénéficié d'une



mention spéciale du jury pour son film «Jeanne». Les prix Un Certain Regard devançant de 24 heures l'annonce de la Palme d'Or, remi-

se samedi soir. Cette année, 18 films étaient proposés dans cette section, dont 9 premiers films. Le jury était présidé par la réalisatrice

et actrice libanaise Nadine Labaki qui en 2018 avait raflé le prix du Jury à Cannes pour «Capharnaüm». A. S./APS

Architecture

Le prix Pritzker 2019 remis à Versailles au Japonais Arata Isozaki

Le prix Pritzker 2019 a été remis vendredi soir au château de Versailles à l'architecte japonais Arata Isozaki, lors d'une cérémonie au cours de laquelle la solidarité des architectes du monde entier avec Notre-Dame de Paris a été omniprésente. Plus de mille invités ont fêté à l'Orangerie du château royal ce prix remis chaque année depuis 1979 et qui est l'équivalent pour l'architecture du prix Nobel. «Que Notre-Dame soit reconstruite pour nous tous ! Il faut construire, remplir le vide de ce qui a été détruit», a dit Tom Pritzker, président de la Hyatt Foundation, en soulignant que le jeune Arata Isozaki avait treize ans quand les bombes atomiques étaient tombées sur Hiroshima et

Nagasaki. Cet architecte a montré «la force de sa résilience», en voulant «construire et reconstruire à nouveau» dans le monde entier, en «choisissant différents langages» adaptés à l'environnement local, qu'il soit en Asie ou en Occident, a-t-il dit. Stephen Breyer, président du jury, a salué l'annonce volontariste du président Emmanuel Macron de restaurer Notre-Dame en cinq ans, affirmant avoir «senti l'espoir renaître» en lui, alors qu'«un grand vide s'était créé au cœur de Paris et dans le monde» après l'incendie du 15 avril.

M. Isozaki, qui portait une robe traditionnelle d'homme de lettres vieille d'un siècle, a insisté sur sa volonté, tout au long de sa carrière, de «faire évoluer, sa signature, son

style». Le président Macron lui avait rendu hommage plus tôt à l'Élysée. De nombreux architectes étaient présents, dont Jean Nouvel et Renzo Piano, ainsi que des mécènes et des amis, venus nombreux des États-Unis et du Japon. Cet architecte de 87 ans au travail influencé par l'Occident et l'Orient, a été désigné en mars lauréat du prestigieux prix. Il a réalisé des bâtiments aux fonctions très différentes, de l'immense arène couverte Palau Sant Jordi pour les Jeux olympiques de Barcelone en 1992 au Museum of Contemporary Art (MOCA) de Los Angeles (1986), en passant par le National Convention Center au Qatar (2011).

Racim C.

Poète, vos papiers !

Le musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis s'offre à Paul Eluard

Le musée prend le nom de Paul Eluard, le poète dont il abrite le fonds le plus important en France. Les petits-enfants de l'écrivain en profitent pour faire une nouvelle et importante donation de lettres et de livres. «Y a-t-il quelque chose ici qui ne s'appelle pas Paul-Eluard ?...» Les journalistes locaux ont parfois l'ironie acerbe. Effectivement, à Saint-Denis (93) et alentour, qu'est-ce qui ne porte pas le nom de Paul Eluard (1895-1952), grand poète natif du lieu et militant communiste cher au cœur de la ville ? Il y avait donc déjà la médiathèque, le gymnase, le collège, le lycée, plusieurs rues, un groupe scolaire... Et il y aura désormais aussi le musée d'Art et d'Histoire de Paul-Eluard. L'inauguration a eu lieu le 18 mai, à l'occasion de la Nuit européenne des musées. Les panneaux désignant l'établissement sous ce nouveau nom ont déjà été mis en place – avec une célérité qui n'est pas toujours la norme...

L'hommage a, cependant, davantage de sens que cette simple coïncidence politique et géographique. Le musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis est, en effet, depuis 1951, le dépositaire du fonds Paul-Eluard le plus important de France. Et ce fonds va encore s'enrichir d'une nouvelle donation à l'occasion de ce changement de nom.

La famille offre presque tout

La petite-fille de l'écrivain, Claire Sarti, explique, parlant aussi au nom de ses deux frères : «Ma mère, Cécile, n'a rien eu de l'héritage de son père, si ce ne sont les livres qu'il lui avait offerts et dedicacés». Une histoire de famille que l'on devine, à demi-mot, compliquée et douloureuse : Cécile, la seule enfant du poète, née de ses amours avec la célèbre Gala (qui fut son épouse de 1917 à 1932, puis le quitta pour Salvador Dalí), vit la dernière femme de Paul Eluard obtenir une renonciation à l'héritage et vendre ensuite des pièces dont aucun inventaire n'avait été fait. Il lui restait donc très peu de choses ayant appartenu à son père.

Ses propres enfants en ont racheté beaucoup. Dans cette nouvelle donation, ils offrent presque tout, à savoir la moitié de la correspondance des parents d'Eluard, qui y évoquent beaucoup leur fils, et des lettres d'Eluard à sa mère et à sa fille. Les plus personnelles resteront dans la famille, mais seront consultables par les chercheurs qui en feront la demande.

Des livres accompagnent ce présent épistolaire : ceux qu'Eluard envoyait et dedicacait à sa fille, et ceux reçus par Gala. Valentine Hugo, peintre, illustratrice et ancienne maîtresse d'Eluard, avait de

son côté offert à la petite Cécile les œuvres que son père lui avait dedicacées. Toutes se retrouvent aussi aujourd'hui au musée de Saint-Denis, accompagnées de quelques objets familiaux et familiers (livret de famille, permis de conduire...) et de beaucoup de photos.

Des œuvres de Pablo Picasso, Max Ernst, Fernand Léger

Ce jour de l'inauguration, Claire Sarti porte, comme un clin d'œil, une veste en jean avec un grand «Liberté» brodé dans le dos. «Nous donnons cela à Saint-Denis, poursuit-elle, car c'est ici que Paul Eluard a fait sa première donation, en 1951». La ville a donné suite à ce don en lançant une politique d'achat – ce que n'a pas fait la Bibliothèque nationale. «Le musée et la Ville continuent de mener des actions autour de l'œuvre d'Eluard, en direction des écoles notamment», précise Anne Yanover, responsable des collections. Le prix «Osez le musée» 2019, décerné par le ministère de la Culture, a récompensé ces initiatives.

Les nouveaux objets et manuscrits vont rejoindre ceux qui sont déjà conservés dans cet ancien couvent, dirigé un temps par Madame Louise, fille de Louis

XV. Soient donc deux mille trois cents pièces, exposées de façon tournante : des livres, des manuscrits dont celui du poème Liberté (1942), des tableaux et dessins ayant appartenu à Eluard collectionneur, des cadeaux faits par ses amis du groupe surréaliste. Parmi les plus belles pièces figurent le vase que Picasso lui offrit pour son mariage, la bande dessinée Songe et mensonge de Franco que le peintre espagnol dessina en 1937, des tableaux de Fernand Léger et de Max Ernst. Elles sont visibles dans des vitrines thématiques ou des tables à tiroir, qui permettent une meilleure protection des œuvres de papier.

L'évocation de l'activité de résistant de Paul Eluard, comme celle de son engagement stalinien, sont clairement montrées. Quelques curiosités ont été récemment acquises : un exemplaire indonésien de Liberté illustré d'estampes locales et acheté en 2017, ou encore une partition musicale mettant en notes le poème L'Âge de la vie dont l'auteur, une certaine France Karine, est restée totalement inconnue, malgré les recherches du musée. «Accueillir ce nouveau fonds enrichit notre musée dans ce qui est devenu une de ses vocations», se félicite Sylvie Gonzalez, sa directrice.

Hubert Prolongeau



Handball/AGEX

Les membres ont donné leur accord pour le changement

LES MEMBRES de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de handball (FAHB), convoqués en session extraordinaire vendredi à l'Institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport Abdallah-Fadhel d'Ain-Bénian (Alger), ont adopté l'amendement de quelques statuts et règlements généraux de l'instance fédérale, dans un climat «délétère». Les 67 membres présents à l'AGEX sur les 122 que compte l'assemblée générale de la FAHB, ont donné leur accord pour le changement. Bien avant l'entame des travaux, la tension était palpable, étant donné que le secrétaire général, Rabah Gellamid, suspendu récemment par le président de Fédération, Habib Labane, a refusé de quitter la salle, justifiant que la «sanction» n'était pas «réglementaire». «J'ai reçu une convocation signée par le président de la Fédération en tant que membre du Bureau fédéral pour assister à l'AGEX, pourquoi dois-je quitter la salle ? En plus, je n'ai reçu aucune notification qui prouve ça, alors je ne quitterai pas la salle», a lancé Gellamid, secrétaire général de la Fédération et président du club de handball d'Alger Centre. Selon Labane, Gellamid a été suspendu après avoir envoyé une lettre à une Fédération étrangère, ce qui est considéré comme «une faute grave». «Nous avons appliqué la réglementation car il est impossible de permettre à un membre suspendu de prendre part ou d'être présent lors d'une assemblée. Un membre suspendu n'est pas autorisé à participer aux activités de l'instance fédérale tant qu'il n'aura pas purgé sa sanction. Cette décision est la mienne elle est conservatoire, en attendant sa

convocation par la commission de discipline», a expliqué Labane. Après ces échauffouées, les membres de l'AGEX ont finalement donné leur accord pour la participation de Gellamid aux travaux de l'AGEX. Par la suite, Labane a fait le tour des propositions d'amendement des dispositifs réglementaires qui ont été adoptés par les membres de l'AGEX point par point. Parmi les nouveautés dans les statuts, il a été décidé d'inclure les ligues régionales et deux athlètes de l'équipe nationale (garçons et filles) dans la composante de l'assemblée générale. Dans les règlements généraux, il a été voté que tout club déclarant forfait au match aller sur le terrain adverse, devra obligatoirement disputer le match retour sur le terrain de son adversaire. Pour la phase retour de la compétition, le club déclarant forfait rétrograde en division inférieure en plus d'une amende. Aussi, la limite du nombre de licences pour les joueurs de plus de 34 ans a été supprimée. «Il fallait revoir certains règlements généraux et statuts de la Fédération algérienne de handball après avoir constaté qu'ils étaient dépassés. Ces changements vont nous permettre d'accomplir notre mission. Les commissions de l'instance fédérale travaillent d'une manière sereine et je pense que c'était important de les étudier à nouveau. L'Assemblée générale qui est souveraine, a adopté tous les points», a indiqué le patron de l'instance fédérale, à l'issue des travaux. A signaler que durant les travaux de l'AGEX, plusieurs échauffouées ont éclaté entre membres du Bureau fédéral. Idem pour les présidents de certains clubs.

Ligue 1 Mobilis (30^e journée) Qui de la JSK ou de l'USMA sera champion ?

■ Ce sera certainement la soirée la plus longue pour les deux formations, l'USM Alger et la JS Kabylie, qui joueront devant leur va-tout lors de la dernière journée de la Ligue 1 Mobilis, pour tenter de chiper le titre de champion cette saison.



Usmistes et Canaris ont lutté jusqu'à la fin

Par Mahfoud M.

Le sacre se disputera donc jusqu'à l'ultime journée après que le leader, l'USMA, a laissé filer de nombreux points, ce qui a ramené l'écart avec la JSK à seulement un point. Ainsi, les Rouge et Noir qui ont été accrochés lors de la journée précédente à domicile par le MCO se doivent de l'emporter à Constantine face au CSC. Les Usmistes savent que leur mission ne sera pas de tout repos, sachant que le Chabab local est décidé à jouer le jeu et affirmé qu'il ne combinerait pas. Un match nul n'arrangerait pas les affaires de l'USMA surtout en cas de victoire de son concurrent direct. La JS Kabylie, de son côté, n'aura pas son destin entre les mains puisqu'il lui faudra l'emporter à domicile face au CA Bordj Bou Arréridj et attendre une défaite de l'USMA à Constantine. Auteurs d'un parcours honorable, les Canaris souhaitent terminer en apothé-

se et décrocher leur 15^e titre de leur histoire, et une participation en Ligue des champions d'Afrique, qu'ils retrouveront après plusieurs années d'absence n'est pas une mauvaise chose. Les gars de la ville des Genêts feront, en tout cas, tout leur possible pour prendre les trois points du succès tout en souhaitant que l'USMA trébuche. Dans la course à une participation à la Coupe de la CAF, le Paradou AC qui reçoit le DRB Tadjenant, qui a officiellement rétrogradé, ne devrait pas trouver beaucoup de peine à décrocher cette troisième place qui lui permettra de disputer la première compétition continentale de son histoire. Au bas du tableau, la suspense sera entier, avec au moins trois formations qui sont en lutte pour éviter le purgatoire et accompagner l'OM et le DRBT qui sont déjà en Ligue II. Ainsi, le choc des mal-classés, opposera le CR Belouizdad à l'USM Bel Abbès. Le Chabab aura besoin d'un point, de même que Bel

Abbès, alors que la défaite de l'un d'eux le précipitera au palier inférieur. Le MO Béjaïa n'aura pas son destin entre les mains, puisqu'en plus de son succès sur l'ES Sétif à l'extérieur de ses bases, il devra aussi attendre la défaite de l'une des autres formations menacées de relégation, notamment le CRB, l'USMBA ou le MCO. Ce dernier reçoit à domicile le NAHD qui évoluera avec les jeunes en l'absence des cadres qui boycottent et ne devrait pas trouver donc de difficulté à l'emporter.

M.M.

Le programme :
Dimanche 26 mai à 22h30 :
 OM-JSS (16h)
 CSC-USMA
 MCO-NAHD
 JSK-CABBA
 ESS-MOB
 CRB-USMBA
 MCA-ASAM
 PAC-DRBT

Karaté Do / Premier League de Shanghai Matoub et Daïkhi représenteront l'Algérie en Chine

LES KARATÉKAS Lamya Matoub (-68 kg) et Hocine Daïkhi (+84 kg) représenteront l'Algérie dans le tournoi international «Premier League de Shanghai», prévu du 7 au 9 juin prochain en Chine, suivant la liste d'admission dévoilée vendredi par les organisateurs. Les deux athlètes algériens sont engagés dans les épreuves de combat (Kumité, ndlr) et ont opté pour différentes

manières de préparer ce grand évènement international. En effet, la native de Saint-Denis qui se trouve actuellement en France, a choisi de peaufiner sa préparation sous la houlette du coach Mathieu Cossou, alors que Daïkhi a opté pour la compétition, puisqu'il vient juste de quitter la capitale turque, Istanbul, où il a disputé le tournoi international Série «A».

La saison 2019-2020 débute en août

Les championnats professionnels des Ligues 1 et 2 Mobilis de la saison 2019-2020 reprendront les 15, 16 et 17 août

prochain, a annoncé la Fédération algérienne de football sur son compte twitter. La décision a été prise lors de la

réunion du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football sous la présidence de Kheireddine Zetchi, tenue jeudi au Centre technique national de la FAF à Sidi Moussa.

Pour mémoire, le championnat de la Ligue 1 Mobilis de la saison 2018-2019 n'est pas encore terminé et prendra fin dimanche avec le déroulement de la 30^e et dernière journée qui sera décisive pour l'attribution du titre de champion que se dispute l'USM Alger (1^{er}/50 pts) et la JS Kabylie (2^e/49 pts) et pour connaître également les trois équipes qui descendront en Ligue 2 Mobilis. D'autre part, la date de la finale de la Coupe d'Algérie 2018-2019 entre le CR Belouizdad et la JSM Béjaïa n'est toujours pas fixée.

Ligue des champions

L'ES Tunis accroche le Wydad Casablanca

Le Wydad Casablanca a été tenu en échec (1-1) par l'Espérance de Tunis, évitant la pire en égalisant à onze minutes de la fin après l'expulsion de son capitaine et deux arbitrages vidéo défavorables, vendredi soir à Rabat en finale aller de la Ligue des champions de la CAF. Ce bon match nul conforte les Tunisiens, tenants du titre, dans leurs espoirs de rejoindre le TP Mazembe (RD Congo), l'Enyimba du Nigeria et Al Ahly d'Egypte au palmarès des clubs ayant remporté deux fois d'affilée la compétition de clubs phare en Afrique. La finale match retour se déroulera le 31 mai dans le bouilliant stade de Radès, dans la banlieue de Tunis. Dans

les derniers instants d'une première mi-temps très fermée, l'Ivoirien Fousseny Coulibaly a ouvert le score pour l'EST. Le milieu de terrain, reprenant un ballon une première fois repoussé par le gardien du Wydad Ahmed Tagnaouti, inscrivait ainsi sa deuxième réalisation de la compétition. Dans les arrêts de jeu avant la pause, Ayoub el Amloud pensait avoir égalisé, mais son but a été annulé par l'arbitre égyptien Ismail el Haddad sur assistance vidéo. Un deuxième coup dur attendait le Wydad quatre minutes après la reprise: son milieu de terrain et capitaine Brahim Nakach était expulsé après un deuxième carton jaune. Les Marocains n'en avaient pas

pour autant fini avec les déceptions : peu de temps après s'être retrouvés à dix, un penalty leur a été refusé, l'assistance vidéo ayant établi qu'un ballon litigieux avait touché l'épaule d'un défenseur de l'EST et non sa main. A onze minutes de la fin du match, ses efforts ont fini par payer : l'Ivoirien Cheick Comara a égalisé d'un brillant coup de tête, servi par Salaheddine Sahidi après un coup franc tiré par Ismail El Haddad. Le Wydad Casablanca est entraîné par le Tunisien Faouzi Benzarti, 69 ans, qui avait remporté en 1994 la C1 avec l'Espérance de Tunis, le premier de ses cinq succès en finale de la Ligue des champions africaine.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tunisie

Les exportations de jeans vers l'UE ont atteint 440 millions d'euros en 2018

LES EXPORTATIONS tunisiennes de jeans vers l'Union européenne ont atteint environ 1 322 millions de dinars tunisiens au terme de 2018 (environ 440 millions d'euros), a annoncé, samedi le ministère tunisien de l'Industrie et des PME. La Tunisie est toujours le premier fournisseur du marché italien en pantalons jeans et 4^e fournisseur du marché français, selon le ministère. Les exportations globales du secteur du textile-habillement ont atteint, en janvier 2019, environ 707 millions de dinars. La Tunisie compte 500 entreprises industrielles actives dans la fabrication des jeans, dont 90% sont totalement exportatrices. Ces entreprises emploient 57 000 personnes, a affirmé le ministre de l'Industrie et des PME, Slim Feriani, lors de son entretien vendredi, avec Eric Linczowski, directeur général de la multinationale du jean «WIC», installées dans plusieurs localités à Bizerte. La société, qui emploie actuellement, 4 500 personnes et produit environ 6 millions de pièces par an, envisage de créer de nouveaux projets en Tunisie dans d'autres gouvernorats, selon son premier responsable dont les propos sont rapportés par le ministère.

L. M.

Bouira

Un mort et un blessé dans un accident de la route à Dirah

UNE PERSONNE a trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la route survenu sur la route nationale n° 8 reliant Dirah à Sour El-Ghozlane. La personne blessée a également été évacuée vers cet hôpital pour obtenir les soins nécessaires, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

dépouille de la victime âgée de 42 ans a été transportée vers la morgue de l'établissement public hospitalier de Sour El-Ghozlane. La personne blessée a également été évacuée vers cet hôpital pour obtenir les soins nécessaires, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

Mahi Y.

A cause du déficit pluviométrique à Mascara

Perte de 40 000 ha de terres emblavées en céréales

LE DÉFICIT pluviométrique dans la wilaya de Mascara a causé la perte de 40 000 ha de terres agricoles emblavées en céréales durant la saison agricole en cours, a-t-on appris, samedi du directeur des services agricoles.

Benaouda Dellali a souligné, lors d'une rencontre consacrée à l'évaluation des préparatifs de la campagne de moissons-battages, que le manque de pluie cette saison, notamment durant la période s'étalant de février à avril, a causé une perte d'importantes surfaces de terres emblavées en céréales.

Le nord de la wilaya et les régions d'Oued El Abtal et Bouhanifia sont les plus touchées, a-t-il précisé.

La saison agricole a été entamée avec de bonnes précipitations, surtout durant les mois d'octobre et novembre. Toutefois, une baisse a été relevée durant le printemps avec 124 mm seulement.

La quantité de précipitations enregistrées dans la

wilaya de Mascara cette saison a atteint 333 mm contre 368 mm la saison écoulée. Le même responsable a fait savoir que la surface emblavée de différentes variétés de céréales cette année a atteint 141 200 ha alors que la surface devant être moissonnée n'est que de 101 500 ha.

De ce fait, la récolte devra atteindre 1,198 million de quintaux contre 2,70 millions de quintaux la saison écoulée.

La même source a ajouté que les surfaces endommagées seront exploitées pour le fourrage du bétail.

Par ailleurs, la préparation des moyens pour la réussite de la campagne de moissons-battages a été entamée avec la mobilisation de 276 moissonneuses-batteuses, 33 relevant de la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) outre 6 304 tracteurs, 3 057 camions et des docks silos pour la réception de la production prévue.

Sid C.

14e vendredi: le mouvement ne faiblit pas



Djalou@hotmail.com

Locaux à usage professionnel de Sidi-Ali Labher à Béjaïa

Leur transformation en structures de santé prend forme

Les locaux à usage professionnel réalisés il y a plusieurs années à Sidi-Ali Labher mais qui n'ont pas été utilisés à ce jour, devaient être reconvertis en structures hospitalières rattachées au centre hospitalo-universitaire (CHU) Khellil-Amarne.

Par Hocine Cherfa

L'idée, en passe de devenir projet, commence à prendre forme avec plusieurs réunions tenues récemment par des responsables de la wilaya. La proposition a été faite dernièrement par le premier responsable de la wilaya. Celle-ci consiste à affecter ces locaux restés inoccupés depuis 2007 et se trouvant à présent dans un état de délabrement avancé, au profit du Centre hospitalo-universitaire de Béjaïa. Il s'agit de «développer dans ces locaux des activités de soins et de formation médicale», a-t-on appris de la cellule de communication de la wilaya. «Cette proposition a reçu un vif intérêt et un enthousiasme du recteur de l'Université ainsi que le directeur général du CHU de Béjaïa et le président de l'APW de Béjaïa qui l'a qualifiée de bouffée d'oxygène». «Elle s'inscrit dans l'intérêt à la fois des secteurs de la Santé et de l'Enseignement supérieur, mais aussi de la population de la wilaya de Béjaïa qui veulent résolument réaliser un CHU», fait-on remarquer. Une commission chargée d'élaborer le cahier des charges de ce projet a été instal-

lée ces derniers jours en présence de tous les intervenants dont les professeurs Tilba, Boubzari, Menasria, Lakhdari. Des spécialistes de la santé ont été associés à cette réunion pour donner leurs avis et orientations aux côtés du P-DG du CHU, du recteur de l'université de Béjaïa, des différents directeurs de l'exécutif, du président de l'APC de Béjaïa et un élu de l'APW membre de la commission des marchés. Le respect des normes internationales a été instamment évoqué. «Elle a reçu un avis favorable au niveau central et une étude devrait être inscrite dans le cadre du budget de 2019». «Une fois l'étude finalisée, il sera procédé à son aménagement et son équipement directement», souligne la même source qui fait remarquer que «les médecins spécialistes et les praticiens de la santé seront consultés et associés à toutes les étapes de ce projet. La transformation de ces locaux en structures hospitalières répond à un besoin impérieux ressenti du moment que les structures actuelles du CHU de Béjaïa ne sont pas adaptées aux normes de fonctionnement d'un tel établissement hospitalier d'envergure et sont caractérisées par un

état de vétusté avancé et une exigence des espaces». Nombre de responsables concernés par ce secteur dont le recteur de l'université et des professeurs du CHU de Béjaïa sont également en faveur de cette idée. Ce qui encourage «l'option d'affectation des locaux à usage professionnel offre plusieurs avantages dont l'accessibilité du site à travers plusieurs voies et sa proximité avec de grands axes routiers, sa situation excentrée par rapport à la ville, permet rapidité des interventions, proximité directe avec le nouveau centre de transfusion sanguine, une polyclinique en cours de réalisation et l'actuelle faculté de médecine». En sus des avantages susnommés précédemment, il y a aussi la disponibilité sur le même site d'une assiette foncière réservée à la construction d'une nouvelle faculté de médecine, d'une capacité de 4 000 places pédagogiques, et existence d'une assiette foncière mitoyenne pouvant être exploitée pour une future extension.

H. C.